



SORTIR DE LA CRISE PAR L'AUGMENTATION DES SALAIRES ET LES SERVICES PUBLICS

Avec la crise, le capitalisme montre au grand jour toute sa nocivité. Gouvernement et Patronat prétendent l'avoir moralisé et nous jouent désormais la carte de la sortie imminente de la « crise ».

Mais l'accélération des licenciements et des délocalisations, la mise à mort des sous-traitants dans tout le secteur industriel, le blocage des salaires, la casse du service public et la privatisation de ce qui peut encore l'être, se poursuivent.

Pour sortir de la crise du capitalisme, il faut en finir avec ce système économique barbare et défricher ensemble les chemins d'une autre société où les producteurs de richesses décideront de leur répartition.

Dans l'immédiat, le moyen le plus efficace pour faire reculer la domination du Capital sur la société, c'est l'augmentation générale des salaires et l'extension du secteur public et nationalisé !

LA CRISE, C'EST EUX

Depuis 25 ans, les politiques d'austérité se succèdent. Résultat : la part des salaires dans le PIB (total des richesses créées par le seul travail) a reculé de 10% dans la répartition au profit du Capital. Cela représente 170 milliards d'euros par an qui ont rempli les poches des actionnaires.

Ce transfert organisé par les gouvernements successifs a alimenté la sphère financière qui a d'abord fait exploser la « bulle Internet » avant d'infester les crédits immobiliers pour finir par envahir l'économie toute entière.

Ce sont les gains de productivité sur le dos des travailleurs (salaires gelés, suppressions d'emplois, remise en cause des 35h,...) qui ont fourni aux serviteurs du Capital les moyens de spéculer sur l'ensemble de la planète.

Libre-échange et liberté de circulation des capitaux, promus par l'union européenne et l'Organisation Mondiale du Commerce, ont servi d'outils (c'est leur raison d'être) pour organiser ce pillage des richesses créées par le seul travail. Il faut en tirer toutes les leçons et oser la remise en cause d'un dogme qui n'a en rien la valeur d'une vérité scientifique en matière économique.

LA SOLUTION, C'EST NOUS !

Les USA, la Grande Bretagne, l'Irlande, l'Espagne et de nombreux pays au développement comparable au nôtre ont promu ce modèle économique au service exclusif du Capital prédateur. La crise est particulièrement violente pour ces peuples. Cette situation a pesé sur le choix des Irlandais qui ont voté OUI sous la pression d'un odieux chantage aux subventions européennes.

En France, les dispositifs sociaux, imposés par les luttes, - *sécurité sociale, système de retraite par répartition, assurance chômage, basés sur le salaire socialisé, et services publics assurés par des entreprises nationalisées* - ont limité, pour un temps, les conséquences de cette violence.

Précisément, ce sont les fondements du « modèle social français », qui de par leur nature anticapitaliste, ont permis de mieux résister. Ce fait même est insupportable pour les idéologues du capital qui font de sa démolition une question de principe, pour faire disparaître un exemple prouvant la possibilité d'un autre modèle économique viable.

La crise du capitalisme, que plus personne ne peut nier, aiguise la lutte des classes. Cela donne des responsabilités nouvelles au monde du travail qui dépasse la seule défense des acquis. L'heure est à l'exigence d'une augmentation générale des salaires et à l'extension du secteur public et nationalisé comme solutions efficaces et utiles à l'ensemble de la société.

NATIONALISER N'EST PAS FORCEMENT ETATISER

Bien sûr, NATIONALISATION n'est le mot magique qui solutionne tout. L'expérience passée mais aussi la gestion actuelle des entreprises publiques démontrent que si le statut public des services publics est une nécessité, ce n'est pas suffisant.

A chaque étape de développement d'une société, l'Etat est organisé pour être au service du système en place. L'Etat-providence est un mythe. A l'heure actuelle, il est plus adapté de parler d'Etat prédateur qui facilite, quand il n'en prend pas l'initiative, de nouveaux transferts des revenus du travail vers ceux du capital. Il en va ainsi de tous les projets néfastes annoncés en cette rentrée (travail du dimanche, taxe professionnelle, fiscalisation des accidents de travail, taxe carbone, ...).

Revendiquer des nationalisations, c'est d'abord exiger un retour de la maîtrise publique des grands moyens de production et d'échange dans le cadre national à l'inverse de l'intégration européenne qui pousse au libre échange interdisant toute intervention des gouvernements. Un système dont les peuples ne veulent plus majoritairement comme en témoigne l'abstention massive aux élections européennes dans la quasi-totalité des pays. La sortie de ce carcan européen est posée.

CONQUERIR DE NOUVEAUX POUVOIRS DANS LES ENTREPRISES ET LES INSTITUTIONS

Pour justifier le démantèlement du secteur public, le pouvoir politique prétend avoir reçu sa légitimité des urnes, principalement par l'élection présidentielle. Nul besoin de grande démonstration pour définir le caractère antidémocratique d'un système qui interdit au monde du travail d'être représenté dans les institutions pour y promouvoir les intérêts de toute la société.

Parce que le droit de propriété du capitaliste prime sur le droit du salarié dont le « contrat de travail implique subordination », il n'y a nulle part, de structures politiques élues où les travailleurs, seuls créateurs de richesses, peuvent débattre et surtout faire valoir leur aspiration à une autre répartition de celles-ci.

Diverses formations politiques au discours social nous proposent de leur déléguer notre pouvoir d'intervention sur les plans politique et économique dans un calendrier décidé par les serviteurs du capital. L'expérience a déjà eu lieu plusieurs fois.

Nous avons d'autres exigences que celle de se cantonner à appeler au rassemblement de la gauche pour stopper Sarkozy et ses sbires. Les propositions de ces formations, quand il y en a, sont suffisamment floues pour ne pas être contraignantes si d'aventure l'alternance se faisait. Le libre-échange, fondement de l'intégration européenne, ou la revalorisation des cadres nationaux, seule base possible de coopérations entre les peuples, restent des questions taboues.

L'exemple de La Poste est éclairant puisque même ceux qui ont initié le processus à l'œuvre ont pu parader lors de la votation sans l'esquisse de la moindre autocritique. De même, le mot d'ordre de « refus de la privatisation » doit s'accompagner de l'exigence de rejet pur et simple de la directive postale européenne. Point positif : la participation importante démontre que notre peuple n'a pas abdiqué depuis son NON en mai 2005 et exploite toutes les opportunités pour s'exprimer à nouveau.

Les luttes qui se multiplient depuis le début de l'année et qui cherchent à converger peuvent trouver de nouveaux développements si ces questions sont débattues en grand. L'action des cheminots du 20 octobre pour mettre un coup d'arrêt au démantèlement de la SNCF comme la manifestation nationale du 22 pour exiger une politique de ré-industrialisation dans notre pays sont autant d'occasions d'avancer dans ce sens.

13 octobre 2009

Pour nous contacter :Rouges Vifs IDF mel : contact@rougesvifs.org

Tous nos textes depuis 1999 sont sur notre site web : <http://www.rougesvifs.org>